

**ARRÊTÉ DU MAIRE
DE CHERBOURG-EN-COTENTIN****ARRÊTÉ N°AT_2024_1392**
Arrêté Temporaire6. Libertés publiques et pouvoirs de police
6.1 Police Municipale**PROJET BNG, ENLÈVEMENT D'UN PANNEAU - MASTELLOTTA - ROND POINT DES
MARETTES SUR LA COMMUNE DÉLÉGUÉE DE LA GLACERIE**

Le Maire de la ville de Cherbourg-en-Cotentin,
VU le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment les articles L 2212-1 et suivants et les articles L 2213-1 et suivants,
VU le Code de la route, notamment les articles R417-10 et L325-1 et suivants,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – 8ème partie – signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,
VU le règlement de voirie de l'ex Communauté urbaine de Cherbourg du 29 mars 1989 et notamment les articles 25, 26 et 27,
VU l'arrêté n° AR_2023_5065_CC du 7 décembre 2023 portant sur les délégations sur de fonction et de signature attribuées aux adjoints au Maire, aux maires délégués et aux conseillers municipaux délégués,
VU la demande de Mastellotto pour le compte de l'agglomération du Cotentin en date du 02 Avril 2024,
CONSIDÉRANT qu'il convient d'assurer la sécurité des personnes pendant la durée des opérations,

**ARRÊTE
DU 17 AVRIL 2024 AU 31 MAI 2024****ARTICLE 1 – ROND POINT DES MARETTES****La chaussée sera rétrécie et la circulation ralentie, au droit des travaux, le temps des opérations.**

Le passage, la sécurité des piétons et la circulation des véhicules doivent être maintenus en permanence (3 mètres de largeur minimum pour les véhicules de secours).

N° SIRET entreprise : 703820266

ARTICLE 2 – La signalisation et la pré-signalisation des lieux seront mises en place par la Sté Mastellotto, 76 avenue Gaston Doumergue - 50700 Saint Joseph, responsable des opérations qui assurera par ailleurs la protection et le balisage du chantier. Il appartient également à l'entreprise pétitionnaire de mettre en conformité avec l'arrêté la signalisation de police existante (masquage de panneaux etc...). Le présent arrêté et si besoin un panneau « Stationnement interdit » devront être affichés sur le lieu des opérations conformément à la réglementation en vigueur, à moins de 1,80 m du sol, 7 jours à l'avance. À défaut, il ne pourra être fait appel à la fourrière.

ARTICLE 3 – Le présent arrêté ne donnera lieu à la perception d'aucune redevance.

ARTICLE 4 – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le maire ou contentieux devant le Tribunal Administratif (3, rue Arthur LE DUC - 14000 CAEN), dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou de sa notification.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 – Le Directeur Général des Services, la Directrice Générale du Pôle patrimoine et cadre de vie, le Commissariat Central de police et le service de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le ,

**Pour le Maire et par délégation, le Maire adjoint,
Pierre-François Lejeune**

Signé électroniquement par : Pierre-François LEJEUNE

Date de signature : 08/04/2024

Qualité : Elu Administration générale, Commerces, Sécurité et tranquillité publique